

« On m'a expliqué que les propos étaient libres, de toute façon je ne saurais faire autrement. Alors, je vais vous dire les quelques idées que j'ai à l'esprit et ma façon de voir le monde et la Bretagne dans ce monde. D'abord, d'où je viens : je suis né en 1941, à Hémonstoir dans les Côtes d'Armor, nous étions cinq enfants. Mon père avait un petit moulin, tout petit, et quand nous avons commencé, c'était avec le cheval et la charrette puisque nous livrions le mardi de la semaine 2 les grains que nous avions ramassés le mardi de la semaine 1. Avec des crayons à l'encre de Chine, on écrivait sur le sac : « *propriétaire des grains remis* » ; alors quelques voyous mettaient des betteraves au milieu du grain etc. Mais probablement que nous trichions aussi sur le poids rendu ; puisque, c'est bien connu, depuis Daudet : le meunier gardait toujours un peu plus de son qu'il n'aurait dû... Voilà probablement ce qui a expliqué la suite... Du métier de meunier, nous sommes passé au métier de fabricant d'aliments du bétail, avec tout ce qu'on a pu connaître à cette époque, c'est-à-dire que nous venions chercher du son aux Forges d'Hennebont qui avait servi à lustrer le fer blanc qui permettait de faire les boîtes de conserve, alors, imaginez à l'époque ce qui pouvait se passer dans les métaux lourds... Tout le monde s'interroge aujourd'hui, à l'époque on ne s'interrogeait pas. Il y avait des tas de secrets de mouture, puisque tout était à inventer, on utilisait du charbon de bois contre certaines maladies, même certains avaient dit que le vin rouge était bon, alors on mettait du vin rouge contre une maladie qui s'appelle la coccidiose, mais je ne suis pas sûr que la totalité du vin était mise dans l'aliment.

Donc forcément, j'ai été marqué par cette période : la Résistance, les maquisards qui se cachaient dans le moulin, la gestapo, les Allemands qui ont fait sauter le pont en face etc. Probablement cela donne un tempérament un peu résistant... Ensuite, les contrôleurs mis en place par la France au lendemain de la Libération avaient gardé les vélos, les sacs des Allemands et on s'interrogeait aussi pour savoir comment ces gens là étaient aussi méchants avec nos parents. Toute cette époque nous a marqué, la pauvreté : j'ai vécu longtemps avec un jeune homme qui était plus âgé que moi, qui avait été pris en gage par ma grand-mère au Foire au Pâtou à Pontivy. Il avait été pris en gage à l'âge de sept ans, vous savez, c'était ce que l'on appelait la foire de mars à Pontivy où il y avait des « bassadous » (avocats de campagne) qui couraient à la campagne, qui prenaient les petits gamins trop nombreux dans les familles. Il y avait un contrat de gage qui était signé et qui, entre autres choses, prévoyait qu'on devait lui enseigner le français, mais qu'après quinze jours de maladie, on pouvait le renvoyer dans sa famille. J'ai donc vécu pendant des années et des années avec ce monsieur. »

Ensuite, nous avons connu une croissance à la bretonne, c'est-à-dire que on avait des pauvres et c'est quand même ceux-là qui travaillent, ils étaient bien formés à l'agriculture, en raison des différentes formes d'éducation privées et publiques en France. Comme quoi la compétition ça a du bon. La croissance fut de 20 % par an pendant les trente glorieuses. Mais, à l'époque, ou du moins jusque vers 1975, nous sommes restés très départementalistes, c'est-à-dire : des Côtes d'Armor. Pensez donc, je me suis marié avec un Bretonne, moi le Gallo, ça faisait drôle dans le pays. C'était l'époque où la France était militaro administrée et dans chaque département, il y avait un Crédit Agricole, un marchand de grains, un marchand d'aliments, un laitier ou autres... Il n'était pas de bon ton d'aller dans le département d'à côté. Au fond, c'est ce qui explique la dynamique de la France pendant les trente glorieuses : chacun savait ce qu'il avait à faire, les gens avaient faim et on ne se posait pas toutes les questions qu'on se pose aujourd'hui. Simplement quand il aurait fallu lâcher la bride et laisser les rapides manger les lents, la France est restée droite dans ses guêtres et nous a conduit là où nous en sommes aujourd'hui. Alors le groupe s'est développé au rythme de la création d'une entreprise par an à peu près, chaque année, nous créons une nouvelle entreprise dont nous limitons la taille à 180 personnes pour que cela reste à taille humaine, localisée plutôt dans la campagne que dans des zones industrielles. C'était notre culture. En 1988/89, nous étions concessionnaires de la marque Sanders qui détenait un certain nombre de secrets de mouture, de marketing et autres... Nous appliquions les recettes, chacun faisait à peu près la même chose dans son département.

À la suite d'une histoire un peu compliquée, l'État était devenu propriétaire de Sanders dans un « deal » passé entre Valéry Giscard d'Estaing et Jimmy Goldschmidt pour préparer les élections de 1975, et donc l'État avait racheté Sanders et en 1988/89 avait imaginé de le revendre. Nous avons concouru à l'époque, mais comme c'était organisé par l'ÉNA, c'était un peu compliqué que des bretons prétendent reprendre une entreprise nationale, donc ça ne s'est pas fait. Tout cela est intervenu en 1997, après qu'il y ait eu les épisodes de la vache folle et quelques autres. L'État cherchait absolument à se défaire de cette entreprise en même temps que l'équarrissage, puisque tout cela avait la même origine. À ce moment là, nous avons été contraints de racheter Sanders alors que nous n'en avions plus envie parce qu'entre temps, nous avons développé des activités, surtout dans la nourriture humaine. Il s'agit d'entreprise que vous connaissez, qui travaillent dans l'abattage de porcs, les œufs, le poulet et bien d'autres choses encore.

Nous avons donc repris l'entreprise à cette époque, on a eu beaucoup de travail pour nettoyer, ça nous a pris sept à huit années, tout cela nous l'avons fait à trois frères... L'âge venant et le système des droits de succession en France étant tel, nous avons dû vendre. Nous avons préféré vendre à un groupe paraétatique français qui s'appelle Sofiprotéol qui est le pendant d'Unigrain. Je fus le président du groupe jusqu'au mois de septembre et je n'en suis plus ; tout simplement parce qu'il y a des valeurs sur lesquelles je ne peux transiger et probablement que mes préférences, mes attitudes n'allaient pas dans le sens du majoritaire.

Voilà pour le passé, depuis septembre je suis beaucoup plus libre, au moins dans ma tête. Le partage de mes activités est le suivant : un quart la vie de famille : le sport, le vélo, un quart les activités conservées par la famille dans les chips, les emballages qu'on appelle le papier feutré et dans différents négoce de bois granulé et autres. Le troisième quart, c'est autour de l'Asie en général et le quatrième autour de la Bretagne. Au sujet de la Bretagne, ça n'est pas nouveau, j'ai toujours eu la fibre bretonne, et je m'y suis davantage impliqué au travers de l'Institut de Locarn où je suis président depuis plusieurs années. C'est un coin perdu, on n'y passe pas par hasard, on y vient. L'origine c'est un homme exceptionnel qui s'appelle Joseph Le Bihan qui a actuellement 81 ans, qui a eu un parcours professionnel dense dans différents services de la France, dans l'enseignement etc. À l'époque, il considérait qu'il devait ramener des choses au pays. Avec Jean-Pierre Le Roc'h d'Intermarché, ils ont voulu créer un centre de formation pour amener les gens d'Intermarché, d'une culture qui était un peu celle de garçons bouchers (puisque le groupe a été bâti par cooptation en recrutant successivement des garçons bouchers et en les formant à l'école de chez SVA à Vitré) ; pour faire évoluer ces gens et en même temps, ouvrir les yeux du monde de l'entreprise en Bretagne sur les réalités du monde.

Nous sommes entrés dans la globalisation à la chute du mur de Berlin 1989/90, à l'époque nous étions encore dans un pays complètement administré sous tutelle, c'était une période où on croyait encore que le préfet ou la DDA étaient capables de dire à l'entrepreneur ce qu'il devait faire. Il nous a fallu découvrir le monde, nous étions un peu comme des escargots sans coquille ! C'est une époque où Locarn a été critiquée puisqu'on parlait du monde et pas de la France. À la suite de différentes évolutions, je dirais qu'aujourd'hui on attend de Locarn infiniment plus qu'on ne peut donner. C'est-à-dire que la cécité générale de la France par rapport aux évolutions du monde est telle qu'un certain nombre s'interroge pour savoir qui nous sommes et où nous allons, et les réponses ne sont pas si nombreuses... ». De ce point de vue, la France a gardé une gouvernance qui correspondait à des périodes de croissance. Schématiquement, on mettait à disposition de qui avait envie, un certain nombre de choses qui s'appelaient des subventions, des autorisations ou autres, et le paysan breton prenait, le paysan corse ne prenait pas. Au fond, ça marchait comme ça, et la France connaissait une certaine dynamique. Depuis que nous sommes entrés en récession, notre gouvernance est complètement à la rue et incapable de prendre les décisions qu'il faudrait prendre.

Il y a huit à dix ans que je dis, que je hurle que nous prenons un retard considérable par rapport à l'Allemagne. À l'époque, on me disait, « *Oh... Alain tu es pessimiste, arrête et regarde donc, la France est un pays riche...* » Et aujourd'hui quand je dis, « *Vous voyez...* », on commence à me croire parce que c'est mis dans le journal, on me « *Tu avais raison, mais ton discours n'était pas audible puisque nous sommes dans un gouvernement des sondages* ». Ainsi fonctionne le système, et donc aujourd'hui, nous sommes un certain nombre, dont quelques-uns qui sont ici à nous préoccuper de ce que pourrait être le devenir et comment nous pourrions faire en sorte qu'il soit moins pénible qu'on peut l'imaginer. Déjà, si je prends au plan général, on dit : « *La France a de meilleures amortisseurs que les autres pays dans la crise* ». Oui forcément, puisque 24 % de la population de la France est aux abris, c'est-à-dire dans des emplois protégés quand la moyenne européenne est à 14 % et que les pays les plus dynamiques sont à 10 %. Quand il m'arrivait de recevoir un préfet ou l'autre, pas monsieur Philippo qui nous quitte, mais un préfet précédent qui me demandait combien avez vous de salariés ? « *3500, mais vous en avez 350 à moi* ». Il me regardait avec des gros yeux, je lui ai dit : « *Oui, compte tenu du ratio français, dans les entreprises privées, il y a 10% d'employés qui sont payés par les entreprises, mais qui ne sont pas là. Si vous les faites bien travailler, vous pouvez les garder parce que, qu'ils soient chez vous ou chez moi, ce n'est pas important. Par contre, s'ils ne sont pas performants, il vaudrait mieux que vous me les rendiez.* » Donc, voilà où nous en sommes : oui aux amortisseurs, mais ça va être terrible, et on dit 2011, année impitoyable, peut-être, si c'est pas 2011, ce sera 2012.

Si je prends le cas de l'Allemagne, j'y étais quelques jours après que la France ait votée non au référendum, un industriel qui ressemble à notre groupe me disait : « *on a compris, l'Europe politique se fera peut-être, mais l'Europe sociale non et l'Europe économique non ; et nous les Allemands nous allons chausser nos baskets, sans prétendre, en nourriture par exemple battre le Brésil, mais nous prétendons battre les Français...Et nous allons travailler, nous allons travailler en 2/8 etc.* » Ils ont fait si bien que par exemple, les coûts d'abattage de porcs ou de volailles sont deux fois moins élevés en Allemagne qu'en France, ça veut dire que chaque année, nous perdons 100 kilomètres d'hinterland (arrière pays) en France. Le différentiel de compétitivité fait que les Allemands qui étaient à Strasbourg il y a quatre ans, ensuite ont avancé jusque Verdun ; maintenant sont à Paris, ça veut dire que les Allemands sont plus performants que la Bretagne pour nourrir les Parisiens. Le différentiel est de l'ordre de 5 à 6 %, tout cela engendre un paquet de difficultés. Maintenant, c'est connu, c'est reconnu, l'analyse que nous faisons ; et je ne suis pas le seul, c'est de dire, au fond nous sommes dans un pays qui ne donne plus de sens, qui n'a plus d'argent, et comment peut-il encore mobiliser ses talents ?

C'est très difficile, puisque si j'écoute la radio et les quelques hommes du ministère que je rencontre, ils pensent essentiellement au levier de la fiscalité pour faire marcher le pays. Si j'avais du motiver mes collaborateurs au travers de la fiscalité, je ne suis pas sûr que nous aurions créé le groupe et les emplois que nous avons créés. Hors nous en sommes là, et comme on ne peut plus courir, il reste encore des dispositions qui sont proches du bâton, c'est-à-dire : « *Je vous interdît de charger vos camions à pleine charge, je vous interdît ceci ou cela, et je vous y autoriserai, en gros le jour où je ne pourrai plus faire autrement ; il faut bien que je garde quelques biscuits pour la négociation.* » Nous sommes aujourd'hui dans cette attitude, quand je parle de 44 tonnes, il est autorisé depuis huit ou dix jours, mais ça fait cinq ans que nos concurrents roulent avec 44 tonnes et qu'ils ont pillé un grand nombre d'emplois en France. Maintenant, la Bretagne, déjà, si vous tendez bien l'oreille, vous entendez dire : « *le modèle Breton est foutu* ». L'agroalimentaire représente entre 35 et 40 % de l'activité en Bretagne quand le tourisme en représente entre 4 et 5%, voilà pour situer un peu les proportions. Que nous reste-t-il comme solutions, à nous Bretons qui sommes dans l'agroalimentaire ?

Comme les Allemands, il nous reste le moyen de battre les autres régions française, puisque nous ne pouvons plus être compétitifs pour exporter en Allemagne, en Espagne ou ailleurs. Et forcément que l'on pose à la France un certain nombre de problèmes, quant on prétend réunir les forces des Bretons pour chahuter les autres régions françaises. Mais si ce n'est pas tout à fait l'évidence aujourd'hui, on va inévitablement vers des tensions, pour ne pas dire plus, entre la Bretagne et la France. Alors ça se traduit par quoi ? Exemple : en 2009, la France a sous réalisé pratiquement 10 % de son quota laitier, c'est un peu comme si le pharmacien refusait de vendre des médicaments, alors que la Sécurité sociale lui garantit le paiement et. Là c'est un peu la même chose, vous vous souvenez du lait répandu, à la télévision, dans les prairies ou autre, toute une partie du monde agricole, désespéré a considéré qu'il fallait ralentir la production pour que les prix montent. C'est absolument faux, les frontières sont ouvertes et Lactalis a importé 870 000 tonnes de lait d'Allemagne en 2009. La France a donc sous réalisé : en 2010, les autorités nous disaient « si cette année on sous réalise le quota, ça va être une catastrophe, parce que non seulement nous perdons des devises, mais nous n'aurons même plus les marchandises pour produire les yaourts et le fromage, notre gouvernance ne marche plus.

Qu'est-ce que la gouvernance ? C'est le monde des élus, de l'administration et le monde socioprofessionnel. « Les élus », me disaient-ils, « *On ne les voit plus s'occuper des choses de l'agriculture, tant ils ont le sentiment de ne plus y avoir de pouvoir, pour les administrations, ce n'est pas nous autorités qui allons dire enfoncez les règles des quotas que l'on s'est mises pour produire plus de lait.* » Quant au monde socioprofessionnel, c'est la bagarre entre la FNSEA, l'APLI, la Confédération paysanne ou autres, et donc nous continuons d'être dans une sous réalisation du quota. La France, au travers de la FNSEA, refuse de donner aux Bretons les quotas qu'ils sauraient assumer parce que ça renforcerait trop la Bretagne par rapport au reste de la France. Un autre exemple pour être très concret : quand les paysans se plaignent, la France n'a pas pour habitude de remettre en cause ses modalités, ses pratiques qui viennent charger leurs prix de revient. Elle leur répond : « *Si vous n'avez pas assez d'argent, c'est probablement que la grande distribution vous en prend trop, et on va imposer des contrats entre les grands distributeurs et le monde agricole.* » Contractualisation, loi de modernisation agricole, tout ce dont vous entendez parler. Actuellement, depuis un mois, il y a des négociations sur le prix des salades. Je dis que pour que le gouvernement s'intéresse au prix des salades, c'est que nous sommes encore dans un pays soviétique, bien sûr. Les maraîchers de toutes la France disent : « *Nous on voudrait vendre des salades à 100* », la grande distribution va dire : « *Je veux les payer 90* » et monsieur Le Maire va dire : « *Je les fait à 95* ». Hors les Bretons ne veulent à aucun prix que les salades soient à 100, ni même à 95, parce qu'à ce prix là, ils savent parfaitement que va s'engager une délocalisation au profit de l'Espagne ou de l'Italie.

Et donc, nos autorités menacent les Bretons de les mettre en examen pour entrave au bon fonctionnement de l'État. Tout cela c'est pour vous dire dans quel système nous fonctionnons. Que peut-il en résulter ? Aujourd'hui, globalement, le souci de nos ministres est beaucoup plus celui des élections que celui des revenus, ce n'est pas faire offense que de le dire, vous le lisez partout. La Franc se dit : « pour les quinze ans qui viennent, nous n'aurons aucun problème pour vendre les céréales, voyez les prix, la pénurie dans le monde etc. « *Les bretons nous ennuient avec leur élevage. Qui plus est, même les Bretons ont amélioré la qualité du blé qui est en partie devenue planifiable, et quand ils donnent du blé planifiable à des cochons, dans des circuits courts à l'intérieur de la ferme : c'est donner de la confiture aux cochons. En plus ils polluent, ils ne sont jamais contents, ils ont des emplois dans des usines où personne n'est satisfait...Allez, qu'on arrête tout ça. Comme dans les quinze ans qui viennent on n'a pas de problème pour vendre les céréales, et que dans les quinze ou vingt ans, les poulaillers et les porcheries seront morts parce qu'ils ne les aurons pas renouvelés ; autant qu'on organise l'arrêt gentiment.* » Voilà où nous en sommes, prenez le cas des abattoirs de porcs, en Bretagne, nous avons deux fois trop d'abattoirs de porcs, certains disent, un ou deux.

Non, deux fois trop, tout simplement parce que nous tournons en 1/8 quand les Allemands tournent en 2/8 et que si nous voulions être aussi compétitifs, il faudrait commencer par tourner en 2/8. Voyez les écarts, qui sont fantastiques, ça veut dire que pour l'agriculture, (nous sommes quelques-uns à y travailler, et dans une vision complètement différente) on est resté dans une vision agricole qui est celle du siècle dernier. C'est-à-dire qu'on voit dans le paysan des bras et des jambes. « *Tu élève des porcs, ça veut dire que tu mets la nourriture dans la mangeoire du porc, le jour où tu n'est plus compétitif, éventuellement parce qu'un Allemand ou un Thaïlandais fait à moins cher, tu disparaît.* »

« *Tu produis du blé, tu dois être adhérent au syndicat qui s'appelle l'AGPB etc.* » Nous sommes complètement dans les corporatismes, chaque corporatisme défend les plus pauvres de son système, (les syndicats c'est fait pour ça) et entretient le paysan dans des créneaux extrêmement étroits, dans une sorte de misère morale qui amène le taux de suicide que vous savez. Hors, je crois qu'on ne peut pas gagner en agriculture et avec l'agroalimentaire en Bretagne si on ne gagne pas le cœur des Bretons. On sait qu'on a la France contre nous, c'est écrit : « *Le modèle Breton est foutu* ». En gros la France rêve de fonctionner avec des AOC et du Bio, ok c'est leur choix, ils ont le droit. Mais la Bretagne produit de tels volumes que l'on ne peut qu'attaquer des marchés à notre dimension, il nous faut donc regagner le cœur des Bretons. Quand j'étais gamin, quand je mangeais des patates ou que je buvais du lait, je savais que c'était le paysan d'à côté qui les avait produit. Aujourd'hui, les gamins ne savent plus d'où viennent les haricots verts ou le fromage, il faut commencer par leur ré expliquer l'utilité du paysan. Dans la vision que nous avons, qui consiste à redonner au citoyen le sens de l'utilité du paysan. Une première utilité, comme les Allemands pourrait être de produire des énergies renouvelables, c'est un premier business qui pourrait revenir au monde agricole. Les Allemands se sont d'ailleurs dit en 2005 : « nous allons faire de l'agriculture un secteur stratégique, autant que la machine outil ou que l'aviation. »

Ça veut dire qu'ils ont créé une gouvernance du monde agroalimentaire, il est évident que les compétences qu'il faut pour gérer un secteur économique ne sont pas les mêmes que celles qui conviennent pour gérer l'hôpital, l'école... Mais nous, on continue de mettre sous la tête de monsieur le préfet, la totalité des secteurs économiques. Je dirai que plus on va recruter des préfets dans le secteur de la Police et moins ils vont comprendre l'agriculture, il me semble que compte tenu de l'évolution de la société, on va les recruter de plus en plus du côté de la Police, voyez vers quelle tendance nous sommes. Les Allemands ont dit : « *On va créer une gouvernance du secteur agroalimentaire, et toute décision gouvernementale va être passée au filtre de son impact sur l'agriculture.* » Quand on parle bio gaz, on dit : « *Ben oui, les paysans pourraient installer des équipements de bio gaz, le vendre au voisin, et même chose avec le photovoltaïque, l'éolien etc.* » L'éolienne installée dans le champ du paysan, il en est en partie propriétaire, avec 50 ou 100 voisins qui sont actionnaires de l'éolienne, et d'un seul coup elle devient belle ! Les gens se retrouvent et peuvent vivre ensemble, puisque la denrée rare que nous avons en Bretagne, c'est « l'ambition de vivre ensemble ». Les jours derniers, je voyais qu'un maire avait pris un arrêté pour interdire à un coq de chanter. J'ai connu l'époque où il y avait des sociétés de chasse, les gens de la ville donnaient 3 francs 6 sous au paysan du coin pour organiser le gîte et le couvert, pour ça, on n'allait pas chercher la justice, vous voyez dans quelle société nous sommes.

Première utilité du paysan : l'énergie renouvelable. Quand vous regardez ce secteur, vous dites : « le photovoltaïque, un moratoire, c'est quoi ce truc là », en gros c'est EDF et ARÉVA, on termine sur des champions nationaux. Vous prenez le bio gaz, un texte est sorti il y a un an qui interdit de faire le commerce du gaz sans que ça passe par Bercy. Vous prenez les bio carburants, en Allemagne, vous avez des dizaines de sociétés qui se sont montées et qui en font, en France, ça se termine chez Sofiprotéol, mais revenu supplémentaire au paysan : rien.

Vous prenez le CO² qui va arriver bientôt, et la France imagine de faire gérer le CO², par l'ONF, les eaux et forêt parce que ça peut en même temps, bien sûr de ramasser de l'argent pour les champions nationaux, mais aussi de restructurer la forêt française. Vous voyez donc le fonctionnement du système français, et d'ailleurs, c'est Attali qui a voulu supprimer les grands corps, puisque quand vous prenez les gens qui sont dans la deuxième oligarchie, c'est-à-dire les champions nationaux, ils sont tous sur le même modèle, et ça veut dire que ce sont de véritables aspirateurs qui empêchent les entreprises moyennes de grandir, dont on prétend qu'il en manque au moins 500 en France. Et qui empêchent au moins les paysans en l'occurrence sur ce sujet là, d'avoir des revenus qui leurs permettraient de produire du poulet et du cochon à moins cher et donc d'être compétitifs. Prenez le domaine des banques, quand vous pensez que les neuf grands argentiers de la France, c'est-à-dire les sept banques et les deux compagnies d'assurances totalisent 40% des profits de tous les secteurs économiques de la France. 40%, imaginez ce que c'est ! Si ils payaient des impôts, à la rigueur, pourquoi pas, mais ce sont des entreprises qui paient moins de 10 % d'impôts, et nous avons l'habitude (en ces lieux où l'on parle mal) de dire que les banques, c'est la main invisible de l'État avec le offshore en plus. Donc, voyez bien dans quel système nous sommes, chacun se tient tellement par la barbichette que dans tout ça, je ne vois pas comment la France peut se réformer.

Deuxième utilité, l'environnement. Ne croyez-vous pas que les paysans seraient aussi bon que les services de l'Équipement pour entretenir les talus, il me semble qu'ils ont été meilleurs qu'eux pour faire le déneigement. Les stations d'épuration. Moi je suis convaincu que un certain nombre d'agriculteurs qui ont des stations d'épuration pour leurs élevages seraient bien meilleurs que Véolia. J'entendais que monsieur de Silguy, c'était Vinci, n'était pas là, mais il eût été là, je l'aurais dit de la même façon. Au fond, on choisit de donner de l'argent à Véolia plutôt que de le laisser réparti à des gens qui, beaucoup plus bas, pourraient développer des activités et vivre de leur métier. Donc, voyez comment fonctionne le système France ; c'est inquiétant. Alors quelles sont nos idées : forcément nous organiser pour attaquer les autres régions françaises dans les métiers qui sont les nôtres, pour exporter. Là, il conviendrait que nous perdions notre mentalité de sous-traitants, c'est-à-dire que pendant des années, nous avons été le sous-traitant de la France, nous avons été le sous-traitant de multinationales : Neslé, Danone, Mac Do, Unilever et plein d'autres. Nous avons été les sous-traitants de la grande distribution et contents de l'être, nous avons appris à faire des produits exceptionnels et aujourd'hui, ces grandes entreprises vont chercher ailleurs compte tenu de notre perte de compétitivité.

Nous sommes un certain nombre à nous dire : « eh bien, pour essayer de nous en sortir, il faudrait que nous nous regroupions pour exporter ensemble. Mais le problème c'est que pour retrouver de la compétitivité, il faudrait faire sans la France. Parce que si nous le faisons avec les charges habituelle de la France, on n'a aucune chance de gagner. Les idées que nous débattons actuellement, c'est de dire : nous pourrions créer une société qui achèterait les capacités disponibles de toutes les usines qui sont mises progressivement à l'arrêt.

J'avais l'habitude de dire que nos usines commençaient à gagner de l'argent le samedi matin. Quand on ne tournait pas le samedi, on avait payé les frais et on ne gagnait rien. Aujourd'hui, il y a un paquet d'usines qui ne tournent même plus le vendredi. Donc, l'idée serait de mobiliser ces capacités de production au travers d'une société, de créer ensemble la marque Bretagne qui va être annoncée cette après-midi à Rennes et d'exporter. Nous devrions être en capacité d'exporter dans un certain nombre de pays du monde puisque les multinationales pour lesquelles nous fabriquions auparavant exportaient, et que nous savons nous satisfaire de revenus inférieurs à ceux que eux sont obligés d'avoir en bourse, donc on doit être capables de le faire. Le transport entre Pontivy et Singapour est le même prix qu'entre Pontivy et Montpellier.

Ça veut dire que tous ces containers qui viennent avec des appareils électroniques ou autres et qui repartent à vide pourraient rembarquer des produits que l'Asie souhaiterait consommer.

Je passe à l'Asie qui est un autre volet de mes activités. On n'a pas idée ici de savoir le niveau d'angoisse de l'Asie par rapport à la qualité de la nourriture et au manque de nourriture. Quand un certains viennent visiter la Bretagne, il disent : « *Vous êtes un pays de rêve...c'est fou, les paysage sont beaux, vos paysans sont incroyables, vos produits sont de qualité, nous voudrions la même chose. Qui plus est, vous n'avez même pas de multinationales qui asphyxient votre région, comment avez-vous fait, nous voudrions la même chose.* » Et ça se traduit pas quoi, eh bien par programme au Vietnam par exemple. Moi et d'autres, nous travaillons pour construire des champions nationaux. Je vais remonter un peu avant dans l'explication sur ce qui se passe dans le monde agricole : les Américains ont décidé que les Asiatiques étaient trop compétitifs puisque pour faire baisser leur compétitivité, il fallait augmenter le prix de la nourriture. Facile : pour augmenter le prix de la nourriture, il suffit de transformer le maïs en Ethanol, c'est le carburant, donc la demande des réservoirs est infinie. Les Américains ont déjà transformé en 2010, 130 000 000 de tonnes de maïs en éthanol et vont monter à 300 000 000 tonnes. De cette façon, en quelque sorte, ils affament le monde et on en voit quelques incidents du côté du Mahgreb, mais c'est la stratégie américaine, ils vont la conduire jusqu'au bout. Le président Hu Jintao qui est allé à New York, il y a quinze jours est arrivé dire à monsieur Obama : « *Je vous passe un contrat de 45 milliards de Dollars, c'est-à-dire 50% des exportations des Etats-Unis* », imaginez que quelqu'un arrive en France et dise : « *Je vous achète 50% de vos exportations* ». Monsieur Jintao a essayé de faire fléchir monsieur Obama qui n'a rien écouté. On est dans cette montée des prix agricoles qui est voulue, quand ce sera 300 000 000 de tonnes de maïs, c'est vraiment beaucoup, beaucoup de marchandise. L'Asie vit dans l'angoisse de manquer, et des accords se passent, alors, là encore la France ne voit pas ce qui se passe : exemple, la Chine et le Japon ont passé des accords, ont loué des millions d'hectares de terres au Brésil, les Chinois fournissent semences et engrais et Marubeni, la compagnie japonaise ramène les céréales, les tourteaux de l'Amérique du sud vers l'Asie, donc ils passent un « deal » et tout cela va se passer hors monnaie. Hors jeu les fonds de pension et sur base de prix de revient, puisque là encore, pour situer les choses, dans la mondialisation, l'idée qui prévalait était que l'on devait faire ce qu'il y avait besoin pour le monde dans le pays le plus performant. Ce faisant, on s'est orienté pour faire l'amidon, le maïs en Amérique du nord, la protéine, soja et autres en Amérique du sud.

L'Europe faisait de son côté le blé, l'orge et le colza, l'Afrique et les pays en « kstan » faisant le coton, Indonésie, Malaisie faisant l'huile et toute une partie de l'Asie faisant le riz. On a donc poussé à une hyperspécialisation du monde, c'est-à-dire à une mise en dépendance, et le jeu des fonds de pension en jouant sur les récoltes et les besoins des uns et des autres ont capté infiniment plus de profit que les économies que l'on pouvait attendre d'une optimisation des lieux de production.

Ça c'est la vision de la globalisation au niveau de la production alimentaire, dans ce jeu, les Américains qui avaient compris qu'ils allaient perdre une certaine suprématie avec la montée de la Chine ont donc développé les mécaniques de l'OMC. Je fais dans la caricature, ça permet d'aller plus vite : l'OMC commence par donner de l'argent pendant quatre ans aux dirigeants d'un pays, mais en leur demandant de prendre l'engagement qu'ils vont abaisser les protections aux frontières quatre ans plus tard. Le Vietnam que je connais assez bien est un pays qui a passé cinquante ans à se faire la guerre, quelque fois on y a été pour quelque chose, a une population de 85 millions d'habitants, 65 vivent à la campagne, dans des conditions assez misérables et avec des performances d'élevages qui sont abominables.

Les dirigeants du pays qui de mon point de vue ne sont pas plus mauvais que les nôtres ont pris l'argent que l'OMC leur a donné pendant quatre ans, avec ça ils ont construit des écoles, des autoroutes et autre chose, et maintenant, ils doivent abaisser les frontières, sauf que la population pauvre accepte de se nourrir en mangeant des oreilles et des pattes de porcs. Les riches ont peur de la nourriture produite dans le pays, et des fois ils ont raison, et préfère des produits d'importation.

Donc le Vietnam vit avec l'angoisse d'avoir ses paysans qui formeraient des « jacqueries », c'est le mot qu'ils utilisent (on leur a laissé des traces...), en se révoltant puisque les Brésiliens ou les Thaïlandais sont capables de fournir, pratiquement gratuitement au Vietnam, des pattes et des oreilles de cochons, un peu comme nous on fournissait les cuisses de poulets en Afrique, quand on avait bien vendu le blanc, les cuisses n'étaient pas cher. Donc si les pauvres sont nourris par des produits brésiliens et que les riches préfèrent des produits importer, ça va être compliqué pour le pays. Le gouvernement du Vietnam nous a demandé, tout d'abord, de leur expliquer ce qu'était la mondialisation. Nous sommes par rapport au Vietnam, ce que Locarn pourrait être par rapport à la Bretagne, sans parler de la France. Ce gouvernement nous demande de construire des champions nationaux, on nous confie des entreprises d'État, elles appartiennent au parti communiste, nous les organisons pour en faire des multinationales de type Danone ou autres. Les multinationales qui arrivent dans ces pays s'installent sur quelques kilomètres carrés avec leurs moyens et elles usent et abusent de la situation locale, sans faire de transfert de technologie.

Voilà ce que nous faisons au Vietnam, et on y travaille en meute en emmenant un maximum de Bretons là-bas, y compris des paysans. Comme me disait le ministre de l'agriculture là-bas : « *J'ai un million de paysans à former par an et je n'ai pas d'écoles d'agriculture.* » Je lui dis : « *Ça tombe bien, chacun de mes 20 000 clients en agriculture est aussi bon que le prof d'agriculture que vous pourriez avoir, et par Skype on peut causer* ». On a donc établi des systèmes de liaison entre des paysans bretons et des paysans vietnamiens et obtenu d'ailleurs que nos paysans bretons puissent être intéressés aux résultats des fermes au Vietnam. En Malaisie, l'histoire a fait que nous avons été au contact de la Malaisie, d'ailleurs peut-être que certains ont vu le drapeau breton lors de la signature d'un accord en présence d'un certain nombre de ministres à Paris. Paris avait trouvé un peu désagréable que nous déployions le drapeau breton, mais ça marche très bien. Nous sommes entré en contact avec la Malaisie de façon un peu curieuse, c'est-à-dire que Malaisiens et Indonésiens sont les Musulmans modérés par rapport à ceux de Kadhafi qui font un peu n'importe quoi et à ceux de l'Arabie qui sont un peu intégristes. »

Là-bas, ce sont des modérés, et bien sûr ils ont été très touchés par la mélamine et toutes ces productions chinoises et s'étaient dit : « *Le Prophète avait considéré qu'il ne fallait s'intéresser à l'animal qu'à l'arrivée à l'abattoir* », et donc les rites du halal et compagnie, ils ont dit : « *Mais oui, le monde a changé et aujourd'hui on veut de la traçabilité, on veut du bien être des animaux, on veut de la qualité etc. Nous allons refondé le halal* ». Ils ont donc organisé une sorte de concours mondial pour savoir quels auraient été les meilleurs conseillers pour refonder ce halal. Ça s'est passé à Locarn où nous les avons invité pour savoir qui nous étions et ils étaient une dizaine de personnes : des Malaisiens et des sommités du monde malaisien. Après un certain nombre de débats, avec un peu de solennité, ils nous ont dit : « *Vous les bretons, vous étiez en compétition avec les Hollandais, mais nous allons travailler avec vous parce que nous avons vu que vous respectiez vos calvaires et vos chapelles et vous respecterez notre religion, alors que les Hollandais se moquent du Prophète.* » Voyez à quoi ça tient...

Aujourd'hui, nous travaillons avec la Malaisie qui nous demande, pour les vingt ans qui viennent, un plan de sécurisation de leur approvisionnement alimentaire. Ils nous disent : « *Est-ce que nous devrions acheter des usines, est-ce que nous devrions acheter des terres ?* ».

Et là encore pour vous montrer la cécité de nos systèmes, nous on est toujours avec des SAFER, c'est verrouillé de partout. Vous avez vu que certains voulaient acheter Entremont, les Malaisiens à qui je faisais un programme alimentaire me disent on voudrait acheter des usines. Je leur ai répondu : *« Mais non, n'achetez pas d'usines, ici il y en a plein à vendre, personne n'en veut plus. Ici vous cherchez à vendre une usine, il n'y a plus d'acheteurs, c'est clair ; par contre à votre place j'achèterais de la terre. »* *« Pourquoi donc ? »* *« Parce que quand vous en achetez au Brésil il faut construire des voies ferrées, c'est compliqué, quand vous en achetez en Ukraine, il faut payer la Mafia, en Roumanie il y a les voleurs, en Afrique, les miséreux vont venir vous piquer vos récoltes. Achetez donc en France, on est un pays de Droit, et puis quand vous achetez la terre, vous avez le paysan qui va avec ; parce que dans bien des pays, ils ont beau avoir la terre, si il n'y a pas le paysan, ça ne marche pas. »* Me disent-ils : *« Bon il vous faudrait combien d'argent pour ça ? »* Je réponds : *« Non c'est pas combien d'argent, c'est combien d'hectares nous serions capables de trouver en France pour vous, trouver 10 000 hectares par an, il faut déjà le faire dans notre système. »* 50 millions d'euros par an. Ils me regardent et me disent : *« Mais vous vous trompez, on vous parle bien de sécurité alimentaire, 50 millions d'euros, c'est le prix d'un char d'assaut. »* Vous voyez, pour des gens qui raisonnent en terme d'angoisse alimentaire, quels sont leurs raisonnements ; c'est vous dire à quel point nous sommes décalés. Donc, ça, c'est ce que nous faisons en Malaisie, voilà un pays qui souffre beaucoup, c'est à dire que la mondialisation a poussé à une spécialisation. Ils ont une production de palmiers à huile extrêmement importante, à l'hectare, un palmier à huile produit huit fois plus d'huile que du soja. Ça veut dire que quand on voudrait arrêter un hectare de colza en Malaisie, il faudrait en déboiser huit en Amazonie. On est dans ce genre de « deal ». Et ils nous disent : *« Aujourd'hui on est en train de nous boycotter l'huile de palme, because les forêts primaires etc. Mais on nous a poussé vers une telle spécialisation que nos paysans ne font plus que de l'huile de palme, nous ne produisons plus que 5 % du lait que nous consommons, et le blé la même chose ; donc comment devons nous faire ? »* C'est un exemple.

Je prends le troisième exemple, c'est avec la Chine, c'est vous dire si je crois que le futur de la Bretagne est plus là-bas que vers Paris. Pour décrire rapidement les Chinois : la Chine, je ne prétends pas avoir compris la Chine, et loin s'en faut. On parle de nos talents : les Chinois ont faim et c'est l'angoisse, pour vous dire, lorsque la crise est arrivée, 20 millions de travailleurs ont quitté la zone de Shangai pour revenir dans leurs campagnes. Forcément, personne ne les attendait plus, il leur restait une bicoque, mais en tous cas, ils n'avaient plus à manger et chacun a eu envie d'acheter un porcelet, parce que le porcelet, c'est l'assurance vie qu'ils tenaient en laisse. Ils ont mis un bazar pas possible dans le marché du porc parce que quand on le mange porcelet ou avant qu'il soit vieux, imaginez ce qui se passe, si bien que l'approvisionnement en porc est devenu un problème de paix intérieure, et plus seulement un problème de marché. D'ailleurs, nous discutons là-bas avec la Rabo Bank qui est la première banque Hollandaise et banque agricole. Les Hollandais c'étaient dis, par exemple il y a vingt ans, juste pour vous faire une parenthèse : *« Un petit pays comme le nôtre, et en plus on est ennuyé par le lisier, on va devoir réduire notre production en élevage ; on se fixe l'ambition d'être les champions des marchés au cadran. »* Parce que quand vous avez les marchés au cadran, vous connaissez parfaitement les marchés, ce qu'il y a en trop, ce qu'il n'y a pas assez, et donc, ils en sont devenu les spécialistes et ils mettent aussi en marché les fleurs du Kenya, les orchidées de Malaisie et le reste.

Et là, ils se disent (encore une fois, c'est pour vous dire que des pays ont une stratégie et que la France n'en a pas), ils se disent aujourd'hui, les Hollandais : *« Nous voulons pour les quinze ans qui viennent, devenir les champions de l'identification des produits alimentaires, de l'analyse des produits alimentaires, des conseils en nutrition par rapport à l'obésité, la santé, l'Alzheimer et le reste...puisque'il y a des choses possibles là-dedans. Et donc, ils se sont complètement spécialisés là-dessus. »*

Et la Rabo Bank nous dis : « *Il y a vingt-cinq ans, on avait fait le pari de financer l'aviculture au Brésil, parce que le Brésil était le mieux placé. Aujourd'hui, on fait le pari de financer tout développement porcin en Asie, parce que ce n'est pas un problème de nourriture, c'est un problème de paix intérieure.* » Les Chinois sont demandeurs de plein de choses et de cela aussi. Mais autant, j'accepte de regarder à vingt ans et c'est de mon âge en Malaisie, autant, en Chine, je regarde à cinq ans.

Cinq ans en Chine, c'est déjà loin. Ce que je développe avec des amis, c'est la capacité de produire ce que l'on appelle des MDD, marques distributeurs. Imaginez la situation, Carrefour ou autres sont arrivés en Chine et déploient leurs magasins, mais forcément que les Chinois ils ont aussi envie d'avoir leurs propres chaînes de distribution qui s'appellent COFCO et autres, mais, ils n'ont pas la technique pour fabriquer les produits. En gros, Carrefour, Intermarché ou autres ont mis les industriels au pas ici et ailleurs et les ont fait produire pour eux à leurs marques.

Les Chinois voudraient la même chose, parce que Carrefour et Auchan ont mis en ligne des producteurs chinois, et les autres veulent la même chose. Nous sommes en train, là-bas de regarder comment monter un parc technologique qui comporterait un certain nombre de petites usines, alors, qui pour nous sont déjà des usines, mais qui à leurs dimensions ne sont que des laboratoires. Par exemple, on a une usine qui fabrique des chips à Pontivy, de très bonnes, je sais que vous en mangez, et la capacité de production est de trois tonnes à l'heure. Nous imaginons faire en Chine, à 150 kilomètres au nord de Shanghai, une petite unité, dans des grands hagdards qu'ils nous mettent à disposition, une unité qui ferait 500 kilos/heure ; de façon à montrer à des industriels chinois des différentes provinces que c'est faisable, former les gens. Puisque notre talent, c'est de former là-bas. Imaginez qu'ils ont des provinces à 200 millions d'habitants, que Shanghai c'est quasiment 40 million d'habitants, c'est-à-dire les 2/3 du marché français. Nous travaillons, là aussi, avec des amis, à l'explication, vendre la technologie, de toute façon, ici, on ferme les usines et on peut vendre là-bas du matériel d'occasion.

Voilà la démarche dans laquelle nous sommes ; et maintenant ce sont des champion de la bio Tech qui nous disent : « Comment peut-on nous accompagner là-bas, puisque nous espérons de l'argent du grand emprunt... pour terminer nos travaux de recherche sur les algues, sur la mucoviscidose, l'identification, le décodage génétique etc. » Hors nous avons appris que nous n'aurons pas d'argent puisque tout va aller à Saclay ou à Ivry. Pouvez-vous nous trouver des Chinois, avec lesquels nous pourrions nous allier et faire du développement, qui plus est, comme ici il y a le principe de précaution, on arrête toujours un mètre avant la ligne. Donc, allons là-bas, et les Chinois sont acheteurs de ce qu'ils appellent l'humus, c'est-à-dire que quand dans un laboratoire, vous avez un petit jeune qui découvre quelque chose d'extraordinaire, c'est généralement parce qu'il a organisé les chose différemment, mais que dans ce laboratoire, il y avait déjà vingt années d'expertise de gens qui avaient des cheveux gris, ils sont donc acheteurs des cheveux gris. Voilà en raccourci quelle est ma vision, je reste à votre disposition ... »

Vannes 27 01 2011